



sécurité énergétique

.....
pour un approvisionnement énergétique sûr pour notre pays

NEWSLETTER 9 – Septembre 2011

SOMMAIRE

LE SAVIEZ-VOUS?

En juillet 2011, le Parlement autrichien >>> Suite ci-dessous

SUISSE

La décision de la CEATE des Etats est incompréhensible et surtout elle fragilise les futurs investissements dans les énergies renouvelables.

EUROPE

Le solaire entre dans l'ère de l'industrialisation de masse.

Total enterre le projet EPR de Penly et investit dans le solaire.

MONDE

Tour du monde des politiques nucléaires après Fukushima.

LE SAVIEZ-VOUS?

En juillet 2011, le Parlement autrichien a rehaussé le plafond de leur RPC pour les installations renouvelables construites en 2012 à 50 mios d'euros. Il n'y a plus de plafonnement entre les différentes énergies renouvelables depuis déjà 2008. Espérons que le Conseil des Etats suivent le bon exemple autrichien mercredi!

SUISSE

La décision de la CEATE des Etats est incompréhensible et surtout elle fragilise les futurs investissements dans les énergies renouvelables.

Voilà un bien mauvais tour que sont en train de jouer à l'économie certains parlementaires dogmatiques sur la question nucléaire. En laissant la porte ouverte aux "nouvelles technologies" nucléaires, ils laissent la porte ouverte à des chimères. En l'état actuel des connaissances, de telles centrales nucléaires, sûres et propres, sont à exclure pour les décennies à venir. Il est clair qu'elles ne pourront pas remplacer les centrales actuelles appelées à disparaître. C'est pourquoi la Suisse doit miser entièrement sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et le gaz pour une période de transition.

Pour réussir ce tournant énergétique, l'économie a besoin d'un signal clair de la part du politique. Cette entourloupe va juste fragiliser les investissements sur 20 ans nécessaire pour les énergies renouvelables.

La Fondation Sécurité énergétique encourage les Conseillers aux Etats à faire preuve de civisme et de responsabilité envers notre sécurité d'approvisionnement énergétique. Il faut confirmer le vote du Conseil national afin que notre pays puisse prendre le plus rapidement possible le virage énergétique indispensable à son économie.

EUROPE

Le solaire entre dans l'ère de l'industrialisation de masse.

En Allemagne le prix de revient du kWh pour certaines centrales au sol se situe autour des 15 ct €/kWh. Ainsi, il n'est plus possible de dire que le PV est hors de prix. Il y a trois ans, les spécialistes estimaient que la parité entre le coût du kWh photovoltaïque (PV) et le prix du kWh du réseau aurait été atteinte entre 2015-2020. La parité au réseau en Allemagne c'est maintenant pour une partie des centrales.

L'EPR (réacteur pressurisé européen de troisième génération) est en rade. Pour Olkiluoto en Finlande, la mise en service initialement prévue en 2009 a été repoussée en 2013. Le coût de la centrale passant de 3 à 6 milliards d'euros (chiffres officiels). Pour l'EPR français de Flamanville en Basse-Normandie -le deuxième en Europe- alors que les tenants du nucléaire soutenaient qu'il bénéficierait du savoir-faire de celui finlandais, rebelote ! En juillet passé, EDF annonce un report de la mise en service à 2016 (au lieu de 2012) et un coût passant de 3,3 à près de 6 milliards d'euros !

Le contraste est saisissant avec l'industrie photovoltaïque (PV). Actuellement, tout va très vite : restructuration drastique du secteur en Allemagne et aux Etats-Unis face au démarrage de la redoutable concurrence chinoise ; déploiement de grandes capacités de production dans de nombreux pays à travers le globe ; effet Fukushima ; chutes du prix de revient du kWh avec en ligne de mire le passage sous le prix du kWh du réseau. Pas de doute, le PV a atteint en ces années 2010-2011 l'âge de la production à très large échelle et est lancé sur la voie d'une probable évolution énergétique de grande ampleur.

Trois séries de données permettent de saisir cette évolution en marche. Trois arguments aussi pour cesser d'entendre les dénigreur de cette technologie avancer des données ou des arguments de cinq ou dix ans d'âge, voir plus !

Le premier concerne les panneaux effectivement produit et les capacités mondiales de production. En 2010, 27'200 MW de panneaux ont été produits sur la planète et les capacités de production étaient de 36'600 MW. Il faut mettre en regard ces 27'200 MW de 2010 avec 2009, où « seulement » 12'500 MW ont été produits : ainsi entre 2009 et 2010 il y a eu plus d'un doublement de la production (+118%). Il faut aussi se rendre compte que 27'000 MW équivaut à environ la production d'environ quatre grandes centrales nucléaires (1000 MW). Pour 2011, les perspectives s'annoncent stratosphériques : plus de 50'000 MW de panneaux produits et 66'000 MW de capacité de production. Sans doute à cause de la conjoncture actuelle ces chiffres seront plus bas, mais la croissance continue à être très soutenue. D'autant que des pays comme le Japon ou les Etats-Unis s'engagent de façon résolue sur cette voie. Une des caractéristique du PV, comme pour l'éolien, c'est que bon nombre de pays du monde peuvent faire le choix de son développement, contrairement à d'autres technologies où les contraintes sont plus lourdes pour leur mise en œuvre.

Autre constat : dans l'Union européenne le PV décolle. En 2010, il s'est presque installé autant de panneaux PV que pendant toutes les autres années précédentes ! A fin 2009, il y avait 16'000 MW installés et à fin 2010 plus de 29'000 MW. L'Allemagne est le principal moteur de l'Europe (+7406 MW installés en 2010), suivie par l'Italie (+2321) et la Tchèque (+1490). En 2010 en Allemagne, le PV représente le 2% de la consommation d'électricité ! Cela peut encore paraître faible, mais personne n'avait imaginé, il y a quelques années qu'un tel chiffre pourrait être atteint, même sur le long terme, pour un pays de la taille de notre voisin. Et la croissance continue...

Troisième constat et non des moindres. Le prix de revient du kWh PV chute drastiquement. En Allemagne le prix de revient du kWh pour certaines centrales au sol se situe autour des 15 ct €/kWh. Pour les centrales sur toiture entre 30 et 100 kW (taille moyenne) le coût réel d'installation sans TVA est de 2.2 €/W. Pour ce type de centrale, ceci signifie qu'en cinq ans ce coût a chuté de plus du double et place le prix de revient kWh autour des 20 ct €.

Ainsi, il n'est plus possible de dire que le PV est hors de prix. Il y a trois ans, les spécialistes estimaient que la parité entre le coût du kWh PV et le prix du kWh du réseau aurait été atteinte entre 2015-2020. La parité au réseau en Allemagne c'est maintenant pour une partie des centrales. Pour une maison individuelle, ceci signifie dans les cas favorables (orientation, surface, etc) que placer des panneaux PV sur le toit permet de produire un kWh à un coût inférieur que le prix du réseau. Mieux, construire des centrales dans le sud de l'Europe où la production par kW installé peut-être de 30 à 40% meilleure que les sites du sud de l'Allemagne permet de produire un kWh de 30 à 40% meilleur marché. Finalement, il n'y a pas de doute, il faut installer à la construction, car les frais sont encore moins importants que ceux d'une nouvelle installation sur un toit déjà existant. Cela devrait devenir bientôt la règle.

Pour le coût d'installation en Allemagne des centrales sur toiture de moins de 100 kW :

http://www.solarwirtschaft.de/unternehmer/verbandsvorteile/preisindex.html?L=0&no_cache=1&sword_list%5B0%5D=preisindex

EUROPE

Total enterre le projet EPR de Penly et investit dans le solaire.

Selon le magazine *Challenge*, Christophe de Margerie est un pragmatique visionnaire, qui ne fait pas qu'enterrer l'EPR de Penly. Il a mis en marche la montée en puissance de Total dans le secteur de l'énergie solaire juste après la catastrophe de Fukushima alors qu'il anticipait déjà le monde post peak oil.

Son raisonnement est limpide : « *Nous pensons qu'il n'y a pas assez d'énergie disponible. Et nous avons une responsabilité en termes de changement climatique. Ces deux sujets nous poussent à regarder d'autres énergies* ». Post-Fukushima, Total va rester en veille active sur le nucléaire, « *sans beaucoup investir, à l'inverse de ce que nous faisons sur le solaire* ». Son analyse est que le secteur nucléaire est durablement impacté au niveau mondial, soit un secteur non prometteur à court et moyen terme. Exactement à l'inverse du secteur solaire, qui lui va exploser au niveau mondial. C'est pour cela que Total a fait une OPA sur la société américaine SunPower, après avoir racheté 50% de Tenesol à EDF pour contrôler la compagnie solaire française à 100 %.

MONDE

Tour du monde des politiques nucléaires après Fukushima.

Les manifestations contre l'énergie nucléaire se multiplient dans le monde. La plupart des gouvernements hésitent à implanter de nouveaux réacteurs.

Au Japon, depuis [la catastrophe de Fukushima](#), il y a deux mois, 29 des 54 réacteurs japonais sont à l'arrêt. La société a interrompu le chantier de la centrale de Higashidori et suspendu trois autres tranches.

La Chine ne compte pas renoncer au nucléaire, elle prévoit 66 centrales nucléaires d'ici 2020 avec une capacité de production de 66 millions de kWh, représentant 6% de la capacité totale de production d'électricité du pays. Pour le moment, la Chine compte 6 centrales nucléaires, qui produisent 2% de l'électricité du pays et a entrepris la construction de 12 centrales supplémentaires. L'exécutif a annoncé à la mi-mars, lors d'une réunion du Conseil d'Etat présidée par le premier ministre Wen Jiabao, qu'il allait suspendre temporairement l'autorisation de nouveaux projets de centrales nucléaires, y compris celles qui en sont au

stade préliminaire. Liu Hua, chef de la sûreté nucléaire et radioactive, a révélé que le gouvernement s'apprêtait à renforcer les normes de construction des centrales. *"Nous adopterons dorénavant des normes drastiques afin de prévenir les inondations mais aussi dans le but de renforcer les murs extérieurs des réacteurs"*, a-t-il précisé.

L'Inde va avoir encore plus de difficultés qu'avant Fukushima à convaincre son opinion publique des bienfaits de l'option nucléaire. Ses 20 réacteurs ne produisent que 2% de l'électricité indienne, et ses chantiers en cours connaissent des retards de livraison. Cinq unités sont en construction, qui suscitent de fortes oppositions locales.

Aux Etats-Unis, la filière nucléaire est pointée comme coûteuse, comparée aux gaz de schiste que les sous-sols américains recèlent en abondance, par le PDG d'Exelon lui-même, n°1 du nucléaire aux Etats-Unis. Au Texas, la compagnie nucléaire NRG a annoncé qu'elle se retirait d'un projet majeur de développement énergétique, le South Texas Project (STP): *"L'accident tragique du Japon a soulevé de nombreuses incertitudes autour du développement futur de l'industrie nucléaire aux Etats-Unis, ce qui a pour conséquence de réduire fortement la probabilité que les tranches STP 3 et 4 puissent être construites en temps et en heure"*, a déclaré le PDG de NRG, David Crane.

En Italie, 95% des votants se sont exprimés contre la reprise du programme nucléaire lors d'un référendum organisé en juin dernier.

En Grande-Bretagne, le ministre de l'énergie et du climat, Chris Huhne, a chargé l'autorité de sûreté nationale d'une enquête sur la nécessité éventuelle du renforcement de la sécurité des dix centrales du parc nucléaire britannique, dont une dizaine de réacteurs doivent être démantelés d'ici à 2023, mais EDF Energy, filiale britannique du groupe français, entend investir massivement pour prolonger la durée de vie de deux de ces unités.

Seule la France exclut catégoriquement la [sortie du nucléaire](#), bien que les suites de Fukushima aient conforté les difficultés financières du groupe EDF et inaugurent une période d'incertitudes sur le développement international d'AREVA.